

RANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE



Gabin Babagnak : laisse en moyenne 50% de ses revenus salariaux dans le loyer Atlantic Group veut construire une unité de transformation de fèves de cacao à Kribi



L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID



Yasmine Bahri-Domon, directrice de la publication



Focus sur les mines et les minerais

ans un monde saturé où la démographie galope à une vitesse exponentielle, où la révolution industrielle s'accélère, où les matières premières se font de plus en plus rares, certains pays ont pratiquement et totalement épuisé leurs richesses extractives et ainsi vidé leur sous-sol. La conséquence coule de source : les recettes fiscales et le PIB des pays ayant asséché leurs ressources minières ont chuté de façon vertigineuse.

Le Cameroun fait partie des nations qui ont su préserver leur sous-sol intact. Il est en friche. Il est riche... Riche de minerais figurant parmi les plus précieux et les plus demandés sur le marché mondial. Riche par la pluralité et par la diversité des minerais existants. Riche par la pauvreté des gisements exploités jusqu'ici...

L'unique entorse au décollage de l'économie minière du Cameroun réside dans la surabondance des minerais explorés mais faiblement exploités. L'or de Bétaré Oya et le diamant de Mobilong restent sous-exploités et le sont surtout de façon artisanale ; le vaste gisement de fer de Mbalam tarde à sortir de terre, alors que le fer de Nkout attend lui aussi preneur; la bauxite de Minim Martap reste enfouie sous terre : le nickel et le cobalt de Nkamouna attendent leur noce bénéfique avec un investisseur étranger crédible ; le rutile, qui abonde dans la forêt glauque d'Akonolinga, ne demande qu'à susciter un intérêt probant auprès des investisseurs internationaux. Telle est la physionomie inaltérée que présente la carte minière du Cameroun. Nombreux sont les financiers européens et américains qui se sont aventurés à fouiller et à bêcher ce sous-sol. Mais, très peu nombreux sont les investisseurs qui ont atterri à Yaoundé et à Douala nantis d'une belle expertise et de projets en béton.

Le Cameroun est à la recherche de potentiels investisseurs dans le secteur minier. Mais, le

pays se méfie des aventuriers et c'est ce qui explique, probablement, que le Cameroun tarde à enregistrer la construction de sa première mine industrielle. Il faut dire que les porteurs de projets douteux sont enclins à faire grimper le cours de leurs actions sur les marchés financiers, grâce aux permis d'exploration obtenus des autorités camerounaises, plutôt qu'à mettre en valeur les richesses immenses et multiples d'un sous-sol qui présente des garanties fiables sur la durée, dans un facteur incontournable en affaires : celui de la sécurité et de la protection des investissements étrangers. Fort de son potentiel minier inexploité et sous-exploité, le pays continue d'attendre les investisseurs crédibles susceptibles de propulser le Cameroun au rang des grands pays miniers de la planète. Tout est sur place. Tout est en place. Les minerais sont palpables, l'énergie électrique est en chantier. Le pays, qui présente le deuxième potentiel hydraulique du continent noir, est ouvert sur l'océan Atlantique sur 350 kilomètres. C'est un atout majeur pour les exportations. Le port en eau profonde de Kribi n'est-il pas, en réalité, un port minier à vocation industrielle ? En sus des ports, le Cameroun possède des infrastructures et une volonté politique solidement bâtie autour du new deal économique que représente la politique des Grandes Réalisations.

Pour atteindre les OMD (objectifs du millénaire pour le développement) dans de meilleurs délais, le Cameroun mise évidemment sur le bouquet bénéfique qu'est son sous-sol. Votre magazine, Investir au Cameroun, réserve le dossier de la présente édition au secteur minier, varié et envié, du Cameroun. Ce dernier constitue l'une des meilleures pistes lucratives pour les investisseurs, à la même échelle de valeur que celle des secteurs agricoles, de la finance, du négoce, des nouvelles technologies de la communication et de l'économie numérique.

Avril 2016 / N° 48

<u>AU SOMMAIRE</u>

FOCUS



- **08** Le président italien, Sergio Mattarella, a séjourné au Cameroun du 17 au 20 mars 2016
- **09** Paul Biya : « sur le front économique, je l'ai souvent dit, cette solidarité induit une exigence de prospérité globale partagée »

DOSSIER



- 10 Un potentiel minier difficile à valoriser
- 11 Projet de fer de Mbalam-Nabeba : l'espoir continue de s'éloigner
- 12 Gisement de fer de Nkout : la revalorisation du potentiel n'attire toujours pas les investisseurs
- 12 Mamelles de Kribi : vers la signature d'un permis d'exploitation minière en faveur de Sinosteel
- 13 Statu quo sur le diamant de Mobilong depuis la cession des actifs de C&K Mining à un investisseur sino-américain
- 14 Le groupe Bocom veut construire un complexe sidérurgique dans la localité de Fifinda
- Nickel et Cobalt de Nkamouna : Geovic Mining a gagné du temps pendant onze ans, avant de plier bagage
- 16 Bauxite de Minim Martap et Ngaoundal : le grand bluff d'Hydromine

INTERVIEW



17 • Gabin Babagnak :

« le logement social
est un produit
marchand dont
l'impulsion dépend
fatalement de
l'Ftat»

LEADER DU MOIS

34 • Débauchée de chez Diageo, Patricia Berthelot devient DGA des Brasseries du Cameroun



INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur

Stratline Limited

Directrice de la publication

Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction

Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU, Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO, Brice R. MBODIAM.

Opérateur

Médiamania Sàrl www.mediamania.pro

Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI, Corrections : Xavier MICHEL

Régie publicitaire

regiepub@investiraucameroun.com Au Cameroun Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Impression

Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun

Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr Tel: 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

-4- N° 48 / Avril 2016

GESTON PUBLIQUE P²¹₂₂

AGRO

P²³₂₄









FNANCE

P²⁵₂₆

TELECOMS

P 27







ENERGE

P²⁸₂₉







TRANSPORTS

P 30

NDUSTRE

P³²₃₃









Avril 2016 / N° 48 -5-

CASTING



JANVIER MONGUI SOSSOMBA



Le président de la Chambre d'agriculture du Cameroun, Janvier Mongui Sossomba, a officiellement lancé le 24 février 2016, à Douala, la capitale économique du pays, l'opération de mobilisation de fonds en vue de la création d'une entreprise de microfinance spé-

cialement dédiée au financement de l'agriculture. « L'établissement de microfinance agricole que nous voulons mettre en place n'a pas vocation à remplacer la Cameroun Rural Financial Corporation (CARFIC, ndlr) (...) », précise le président de la Chambre d'agriculture.

Et ce dernier de poursuivre : « A la suite du chef de l'Etat, qui a créé la Banque agricole, nous avons pensé qu'une structure qui assurerait le relai, qui compléterait l'action de la Banque agricole sur le terrain, une structure qui assurerait la proximité avec les paysans serait la bienvenue ». Annoncée lors du Comice agropastoral d'Ebolowa en janvier 2011, la CARFIC a été créée au sortir d'une assemblée générale organisée en juin 2011 à Yaoundé. Cette banque agricole publique est dotée d'un capital de 10 milliards de francs CFA déjà libéré.

CYRILLE NKONTCHOU



Cofondateur avec son frère, Alain Nkontchou, d'Enko Capital Management, société de gestion d'actifs basée à Londres et à Johannesbourg, Cyrille Nkontchou Kamdem a intégré le conseil d'administration de la filiale camerounaise du groupe ban-

caire gabonais BGFI, révèle une annonce légale. La décision a été prise par les dirigeants du groupe bancaire depuis novembre 2015. Jusqu'en 2021, souligne l'annonce, ce financier camerounais siègera au sein du conseil d'administration de BGFI Cameroun en qualité « d'administrateur indépendant ».

Ceci laisse penser que l'arrivée de Cyrille Nkontchou au sein de cette instance tient davantage de l'expertise qu'il peut y apporter en tant que financier que de la représentation, au sein de ce conseil, d'un de ses clients de chez Enko Capital. Le nouvel administrateur de BGFI Cameroun est un ancien analyste de chez Andersen Consulting, en France, et de chez Merryl Lynch, à Londres.

-6- N° 48 / Avril 2016

JEAN MARCEL DAYAS MOUNOUMÉ



C'est probablement la première fois que cela arrive au Cameroun : un ancien directeur général de société d'Etat convoqué par voie de presse au Conseil de discipline budgétaire et financière du Contrôle supérieur de l'Etat, institution dont les rapports ont déjà permis

d'envoyer derrière les barreaux de nombreux gestionnaires de fonds publics indélicats. Mais au-delà de la méthode, la convocation de Jean Marcel Dayas Mounoumé par la ministre déléguée à la présidence chargée du Contrôle supérieur de l'Etat, Mme Mbah Acha, remet au goût du jour les informations faisant état du départ du Cameroun de cet ancien DG du Port autonome de Douala.

Selon des sources autorisées, des soupçons de détournement de deniers publics pèsent sur M. Mounoumé depuis son limogeage de la tête du Port autonome de Douala (PAD). Pour rappel, ce dernier est déjà, depuis le 3 juillet 2015 (il n'était pas à l'audience du TCS de ce jour-là), sous le coup d'une condamnation à quinze ans de prison pour une affaire de détournement de 458 millions de francs CFA.

MINETTE LIBOM LI LIKENG



« Jeunes, TIC et entreprenariat au Cameroun: Quelles activités pour quel déploiement? », voilà le thème de la discussion que la ministre camerounaise des Postes et Télécoms, Minette Libom Li Likeng, a eue avec de jeunes promoteurs de startup par vidéoconférence, le 19 février

2016. En présentant leurs différents projets, les jeunes promoteurs de startup ont tous cités, parmi les freins au développement de leurs activités, le manque de financement, la qualité et le coût de la connexion Internet dans le pays.

« Nous comptons exploiter ces informations et élaborer une stratégie pour le développement de l'économie numérique, afin d'avoir un schéma directeur », a annoncé la ministre Libom Li Likeng. Pour rappel, cette vidéoconférence, à laquelle 700 promoteurs de startup se sont inscrits, a été organisée dans le sillage du Discours à la jeunesse camerounaise prononcé le 10 février 2016 par le chef de l'Etat, Paul Biya, lequel a invité les jeunes de « la génération dite Androïd » à saisir les innombrables opportunités dont recèle l'économie numérique.

ALAIN NOËL OLIVIER MEKULU MVONDO



Ça y est! Attendu par la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) depuis des décennies, le relèvement du plafond de l'assiette des cotisations sociales est désormais effectif, de même que celui du taux de cotisations à prélever mensuellement sur la paie

des salariés. Selon le décret présidentiel instituant les nouveaux barèmes, le plafond des cotisations sociales passe de 300 000 à 750 000 francs CFA (en hausse de 150%), tandis que le taux de cotisations des travailleurs, lui, passe de 2,8 à 4,2% du salaire.

Expliquant ces nouveautés, le DG de la CNPS, Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo, indique que cette décision de l'Etat camerounais induira une augmentation aussi bien des recettes de la CNPS que des pensions des retraités. « Lorsque vous avez un salaire de 1 million de francs CFA par mois, par exemple, au titre de la pension, vous allez cotiser 4,2% non pas de 1 million, non plus de 300 000 francs CFA, comme c'était le cas avant, mais désormais de 750 000 francs CFA. Le deuxième changement est induit par le premier, parce que les pensions seront plus élevées », a-t-il expliqué.

ISSA TCHIROMA BAKARY



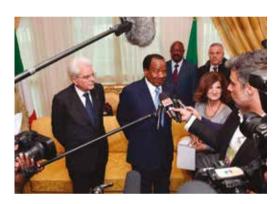
Après l'opération de l'armée camerounaise du 14 février dernier qui a permis d'infliger de lourdes pertes à Boko Haram dans la ville de Ngoshe, qui abritait un poste de commandement de la secte islamiste nigériane, les forces de défense camerounaises ont fait

une incursion dans la ville de Kumtse, du 23 au 24 février 2016. Selon les informations des autorités camerounaises, Kumtse était, jusqu'ici, « l'une des principales bases logistiques et un important centre de décision et d'impulsion des actions criminelles ourdies, puis lancées par les terroristes de Boko Haram en direction du territoire camerounais ».

Au cours de cette opération, 850 otages de la secte Boko Haram ont pu être libérés, a annoncé le ministre camerounais de la Communication, Issa Tchiroma Bakary. En plus de la libération des otages, un important arsenal militaire a été saisi et des centres de fabrication de mines artisanales détruits. Une centaine de terroristes a été neutralisée. Deux militaires camerounais y ont perdu la vie en sautant sur des mines.

Avril 2016 / N° 48 -7-

Le président italien, Sergio Mattarella, a séjourné au Cameroun du 17 au 20 mars 2016







En provenance d'Ethiopie, le président de la République italienne, Sergio Mattarella, est arrivé à Yaoundé, la capitale camerounaise, le 17 mars 2016 en début d'aprèsmidi. Sergio Mattarella n'est reparti du Cameroun que dans la matinée du 20 mars, après avoir complété un programme très dense. Ce dernier prévoyait, entre autres, un tête-à-tête avec le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, le 17 mars dans l'après-midi et, dans la soirée, un dîner d'Etat offert à son hôte par le couple présidentiel camerounais.

En plus de la visite des œuvres de certaines associations caritatives italiennes au Cameroun, Sergio Mattarella a été reçu à l'Université de Yaoundé I, les deux pays entretenant une coopération de longue date dans le domaine de l'éducation. A ce propos, a-t-on appris officiellement, la communauté estudiantine camerounaise en Italie, forte de 4000 âmes, « est la première communauté africaine et la cinquième mondiale ».

Outre les problématiques à caractère politique qui ont été évoquées entre les présidents Biya et Mattarella, à l'instar des exactions de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, cette visite d'Etat du président de la République italienne au Cameroun avait une forte coloration économique.

RENFORCEMENT DE LA PRÉSENCE ITALIENNE

En effet, en marge du séjour de Sergio Mattarella, une rencontre entre opérateurs économiques camerounais et italiens a eu lieu le 17 mars 2016 dans un hôtel de la ville de Yaoundé. Neuvième fournisseur du Cameroun, avec une part de marché équivalente à 3,3%, l'Italie veut renforcer sa présence économique dans ce pays de l'Afrique centrale. A ce propos, les sociétés italiennes Italferr, active dans la construction des chemins de fer, et Iveco, un constructeur de véhicules basé à Turin, viennent de signifier au gouvernement camerounais leur intérêt pour le secteur des transports.

Mais, par-dessus tout, la visite de Sergio Mattarella au Cameroun est peut-être un indicateur de l'accélération prochaine de certains projets en cours de négociation entre opérateurs économiques italiens et autorités camerounaises. Il s'agit, principalement, de la construction d'un stade de 60 000 places dans la banlieue de la ville de Yaoundé par la société Piccini, ou encore du projet immobilier de la société Pizzarotti, qui ambitionne de construire 10 000 logements au Cameroun.

-8- N° 48 / Avril 2016

Paul Biya : « sur le front économique, je l'ai souvent dit, cette solidarité induit une exigence de prospérité globale partagée »

Extraits du toast prononcé par le chef de l'Etat camerounais à l'occasion du dîner offert à son homologue italien lors de sa visite à Yaoundé.

« (...) Nous faisons face fermement aux exactions des terroristes. Nous traquons ces assassins et leur infligeons de lourdes pertes, de jour en jour nombreuses, avec l'appui de la force multinationale mixte, mais aussi avec le soutien de nombreux pays amis, parmi lesquels l'Italie.

Les terroristes de Boko Haram provoquent un afflux massif de réfugiés sur notre territoire. Devant tant de personnes en détresse, notre devoir de solidarité humaine nous commande de ne jamais repousser ceux qui cherchent refuge, de les accueillir et de partager avec eux le peu dont nous disposons.

L'Europe et, singulièrement, l'Italie vivent, mutatis mutandis, une situation similaire en ce moment et font face à une crise migratoire sans précédent.

J'ai toujours pensé que toute solution durable à cette difficile question devrait s'appuyer sur la morale sociale et sur des valeurs d'humanité, que je sais chères à l'Italie.

En fait, plus que jamais, notre monde



a besoin de plus de solidarité.

Sur le front économique, je l'ai souvent dit, cette solidarité induit une exigence de prospérité globale partagée. Il ne s'agit pas, pour les uns, de demander l'aumône et, pour les autres, de la distiller avec parcimonie. Il s'agit, dans le cadre d'un contrat de solidarité, d'avancer ensemble, en bons partenaires, soucieux de conclure, en tout temps, des accords mutuellement bénéfiques.

Monsieur le Président,

Le Cameroun dispose de ressources naturelles importantes et variées. Son agriculture bénéficie de conditions écologiques favorables et de vastes étendues de terre fertile. Son sous-sol est richement pourvu de ressources minières diverses.

Cet important potentiel doit faire l'objet d'une exploitation plus judicieuse et d'une plus grande transformation locale. Le développement de multiples infrastructures à caractère économique et social est aussi appelé à s'accélérer.

J'invite donc les entreprises italiennes, dont la compétence et le sérieux sont reconnus, à s'intéresser à ces différents programmes. De la sorte, elles contribueront, à nos côtés, dans le cadre de ce contrat de solidarité que j'évoquais tout à l'heure, à créer chez nous et à offrir à nos jeunes des conditions de vie bien meilleures. Ce faisant, nous les détournerons de la recherche, au risque de leur vie, d'illusoires Eldorados.

Je sais, Monsieur le Président, que bon nombre de vos entreprises ont déjà noué des partenariats dans les domaines de la transformation des matières premières ainsi que des travaux publics. Je sais aussi que d'autres partenariats sont en négociation dans le secteur du développement infrastructurel et de l'habitat (...) »

Avril 2016 / N° 48

Un potentiel minier difficile à valoriser



Depuis 60 ans, les générations de Camerounais qui se succèdent sur les bancs des écoles du pays étudient le potentiel minier du Cameroun dès le primaire. Tous, depuis qu'ils sont tout petits, entendent donc parler de la bauxite de Minim Martap, de Ngaoundal ou encore de Fongo Tongo, de l'or qui abonde dans la région de l'Est, du rutile d'Akonolinga, etc.

Avec le frémissement observé dans la promotion de l'activité minière au Cameroun vers la fin des années 90, sont venus s'ajouter d'importants gisements de fer, de diamant, de Nickel, de cobalt... Tous ces gisements ont été mis en évidence par des sociétés minières junior étrangères. Les résultats obtenus pendant les phases d'exploration sont unanimes : tous ces gisements, qu'ils soient ferreux ou diamantières, sont de niveau

mondial et leur exploitation permettra inéluctablement au Cameroun de décoller économiquement.

Mais, bientôt 60 ans après l'indépendance, et malgré un potentiel assimilable à un scandale géologique, le Cameroun attend toujours la construction de sa première mine industrielle. Ce ne sont pourtant pas les projets qui manquent. Certains d'entre eux, souvent bien matures, achoppent toujours sur des contraintes financières, que le yoyo des cours internationaux des matières premières rendent parfois insurmontables. Sans parler de certaines junior minières dont les véritables objectifs – généralement inavoués - visent davantage à faire grimper le cours de leurs actions sur les marchés financiers, grâce aux permis d'exploration obtenus des autorités camerounaises, qu'à faire

avancer les projets sur le terrain.

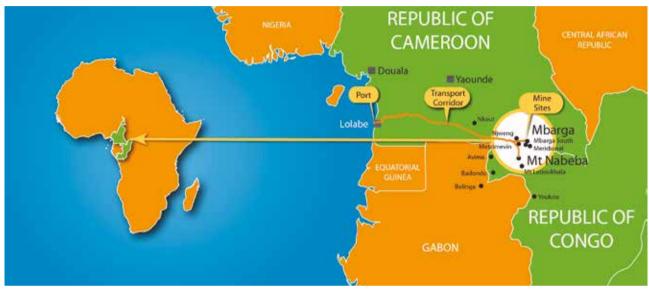
Par conséquent, en dépit d'un potentiel enviable et envié, le Cameroun demeure un champ en friche en matière d'exploitation minière. En effet, les seules richesses du sous-sol exploitées jusqu'ici sont l'or et le diamant, dont profitent tant bien que mal les artisans miniers concentrés dans la région de l'Est, ou encore le marbre, le calcaire et la pouzzolane, exploités à l'échelle industrielle.

Toutes ces activités s'apparentent encore malheureusement à une goutte d'eau dans la mer d'opportunités dont recèle l'activité minière au Cameroun, pays qui continue d'attendre les investisseurs – les vrais – susceptibles de le propulser définitivement au rang des grands pays miniers, pour le bonheur de tous.

Brice R. Mbodiam

-10-

Projet de fer de Mbalam-Nabeba : l'espoir continue de s'éloigner



En reportant sine die la signature du contrat des infrastructures liées à ce projet, la société China Ghezouba l'a replongé dans une nouvelle phase d'incertitude.

La minière junior australienne Sundance Resources, qui développe le projet d'exploitation du gisement de fer de Mbalam-Nabeba, écartelé entre le Cameroun et le Congo, a annoncé, le 13 janvier 2016, qu'elle a été informée du renvoi *sine die* de la signature du contrat pour la construction des infrastructures (chemin de fer de 500 km et terminal minéralier du port en eau profonde de Kribi) liées à ce projet minier.

Ce contrat devait être signé en décembre 2015 entre l'Etat du Cameroun, qui a décidé de reprendre la main sur cet aspect du projet après que Sundance a échoué à mobiliser les financements à la fin juin 2015, et la société China Ghezouba Group. Selon Sundance, bien qu'elle continue à montrer de l'intérêt pour le projet, la société chinoise a souhaité que la signature du contrat soit

remise à plus tard, en attendant que « les conditions du marché s'améliorent et que le processus de recherche des financements soit plus avancé ».

Le projet de fer de Mbalam-Nabeba entre ainsi dans une nouvelle période d'incertitude. En effet, dans le contexte actuel de baisse généralisée des cours mondiaux des matières premières, dont le fer, il est bien difficile de savoir quand est-ce que les prix de ce minerai repartiront à la hausse. Pourtant, cette embellie hypothétique semble être le préalable à toute signature de contrat posé par l'entreprise chinoise, avec laquelle l'Etat négocie le financement des infrastructures du projet Mbalam.

UN POTENTIEL DE PRODUCTION REVALORISÉ EN 2015

Sur le terrain, dès le report de la signature du contrat entre China Ghezouba et l'Etat du Cameroun, Cam Iron, filiale locale de Sundance Resources, a appliqué une décision prise par sa maison-mère en annonçant une réduction de ses charges

Ce sont 40 millions de tonnes de fer qui pourraient . être produites annuellement dès la première phase de l'exploitation du gisement de Mhalam-Nabeba

de 80% sur ce projet. C'est ainsi que ses effectifs sur le site du projet sont passés d'environ 80 à six employés. Les activités sur le site se limitent désormais à la surveillance et à la maintenance des équipements et des échantillons de fer prélevés.

Pour rappel, selon les dernières estimations de Sundance Resources, ce sont 40 millions de tonnes de fer qui pourraient être produites annuellement dès la première phase de l'exploitation du gisement de Mbalam-Nabeba, et non pas 35 millions de tonnes comme initialement prévu, a-t-on appris dans le rapport d'activité de la société minière à la fin mars 2015.

Avec cette augmentation du tonnage annuel de la mine de fer « le chiffre d'affaires annuel (de l'exploitant, ndlr) augmentera de 295 millions de dollars (environ 147,5 milliards de francs CFA) par an », sur la base d'un prix du minerai de fer CFR Chine de 80 dollars/DMT et un coût du fret de 21 dollars/DMT.

BRM

Avril 2016 / N° 48 -11-

Gisement de fer de Nkout : la revalorisation du potentiel n'attire toujours pas les investisseurs

La société britannique International Mining & Infrastructure Corporation (IMIC), qui a repris les actifs d'Affero Mining sur le projet de fer de Nkout, dans la région du Sud du Cameroun, a décidé, au cours d'une assemblée générale tenue le 15 décembre 2015, de mettre en vente 4903 actions de sa filiale camerounaise, Caminex, a-t-on appris dans un communiqué officiel. Ces actions, d'une valeur de 10 000 francs CFA chacune, représentent 49,5% des actifs de Caminex. La période de souscription s'étend du 5 juin 2017 au 5 novembre 2019. Cet appel de fonds révèle les difficultés d'IMIC à conduire le projet de fer de Nkout, dans un contexte international marqué par la baisse continue des cours de ce métal.

Pour mobiliser les financements nécessaires à la conduite du projet de fer de Nkout et bien d'autres en Afrique, IMIC a annoncé, le 12 janvier 2015, avoir nommé CITIC Securities Co. Ltd, une banque d'investissement, pour diriger et



coordonner l'accès à de nouvelles sources de financement sur le marché asiatique, dont Hong-Kong et la Chine continentale. CITIC Securities aidera à identifier de nouveaux partenaires stratégiques et de potentiels investisseurs pour la compagnie minière.

Le gisement de fer de Nkout est présenté comme étant le plus important du Cameroun devant celui de Mbalam-Nabeba (dans la région de l'Est du pays), dont deux tiers du gisement est situé au Congo. En décembre 2014, IMIC a annoncé une réévaluation du potentiel du gisement de Nkout à 2,7 milliards de tonnes de ressources en fer, avec une croissance de 68% sur le DSO, contre 43,2% seulement lors des premières estimations.

Mamelles de Kribi : vers la signature d'un permis d'exploitation minière en faveur de Sinosteel

Contre toute attente, le premier gisement de fer à entrer en exploitation au Cameroun pourrait bien être celui dit des « Mamelles de Kribi », pour lequel la société chinoise Sinosteel déposera bientôt sur la table du gouvernement camerounais une requête en vue de l'obtention d'un permis d'exploitation minière.

Aussi bien selon le gouvernement que selon des sources internes à Sinosteel, ce projet, situé dans la région du Sud du Cameroun, est actuellement le plus avancé et présente les contraintes les plus faciles à lever pour une exploitation imminente. Le gisement des Mamelles de Kribi, dont une étude de préfaisabilité de l'exploitation a été présentée le 11 décembre 2012 au gouvernement camerounais, a une capacité de production de 4 millions de tonnes de fer sur une durée de 25 ans.

C'est depuis 2008 que la société chinoise Sinosteel s'intéresse à ce gisement de fer localisé non loin de la ville de Kribi, dans laquelle vient d'être construit un port en eau profonde qui, dès son entrée en service prévue au second trimestre 2016, deviendra la plus grande infrastructure portuaire du pays et l'une des plus stratégiques sur toute la côte ouest-africaine.

Statu quo sur le diamant de Mobilong depuis la cession des actifs de C&K Mining à un investisseur sino-américain



La révélation de C&K Mining, qui soutenait alors avoir découvert le plus grand gisement de diamant du monde dans la région de l'Est du Cameroun, avait accéléré la procédure d'obtention du permis d'exploitation en 2010, le deuxième délivré dans le pays après celui de Geovic. Puis, malheureusement, éclata un scandale qui donna un coup de frein à ce projet minier, finalement repris par un nouvel investisseur, lequel semble prendre tout son temps pour passer à l'exploitation.

La société C&K Mining, détentrice, depuis décembre 2010, du permis

d'exploitation du gisement de diamant de Mobilong, dans la région de l'Est du Cameroun, a cédé la majorité de ses actifs dans ce projet minier à un certain M. Yang, milliardaire d'origine chinoise résidant à Hong-Kong, mais dont certaines sources autorisées affirment qu'il détiendrait un passeport américain. Selon nos sources, qui révèlent qu'une assemblée générale de C&K Mining s'est tenue le 19 novembre 2014 à Yaoundé, après un conseil d'administration tenu à Séoul le 2 novembre, M. Yang est le « nouvel actionnaire majoritaire » de cette société minière issue d'un jointventure entre opérateurs coréens

Bien que le potentiel du gisement diamantifère de Mobilong controversé, aucune contradiction fiable n'a jusqu'ici apportée à la dernière tion faite par C&K Mining.

et camerounais. Les partenaires coréens, qui étaient jusqu'ici majoritaires « avec plus de 50% » dans le capital de C&K Mining, n'en contrôlent plus que « moins de 10% ». La transaction, dont le montant n'a pas été révélé, a discrètement eu lieu depuis « fin 2013 ».

Cette cession des actifs survient après le scandale créé par le gisement de diamant de Mobilong en Corée du Sud, à partir de décembre 2010. En effet, cette année-là, C&K Mining, qui a exploré ledit gisement à partir de 2006, a été accusé d'avoir surévalué son potentiel (736

Avril 2016 / N° 48 -13-

millions de carats, dans un premier temps, soit cinq fois la production mondiale, puis un réajustement qui ramènera le potentiel final à 420 millions de carats), afin de spéculer en bourse de Séoul.

En effet, après l'obtention du permis d'exploitation en décembre 2010, et fort du potentiel du gisement, déclaré finalement faux, le titre C&K Mining avait grimpé à la bourse de Séoul, multipliant son cours « par 4,6 en seulement 16 jours », avait indiqué Frédéric Ojardias, correspondant de Radio France International en Corée. Une embellie dont avaient profité de hautes personnalités coréennes et les responsables de C&K International, maison-mère de C&K Mining, lesquels avaient cédé leurs actifs au prix fort, avant que le cours du titre ne dégringole plus tard.

UN POTENTIEL CONTROVERSÉ, MAIS JAMAIS DÉMENTI

Une action en justice sera intentée contre les responsables de la minière junior coréenne, dont le *chairman* sera interpellé puis incarcéré en Corée au mois de février 2013. Deuk Gyun Oh n'a été libéré qu'à la fin du mois de septembre 2014. Ceci, apprend-on de sources proches du dossier, après une longue audition (de 9h à 19h) devant la Cour de justice de Séoul, le 15 septembre 2014, du Camerounais Paul Ntep Gwet, ancien coordinateur du Cadre d'appui à l'artisanat minier (CAPAM), un programme gouvernemental destiné à encadrer les artisans mi-

Cameroun. Le CAPAM est par ailleurs actionnaire à 10% dans C&K Mining, entreprise qu'il a contribué à créer avec des partenaires coréens et d'autres opérateurs nationaux.

Bien que le potentiel du gisement diamantifère de Mobilong soit controversé, aucune contradiction fiable n'a jusqu'ici été apportée à la dernière estimation faite par C&K Mining (420 millions de carats). Mais, toutes les parties s'accordent à dire qu'il s'agit d'un gisement de

C&K Mining, qui a exploré ledit gisement à partir de 2006, a été accusé d'avoir surévalué son potentiel.

niers dans les zones de production. A en croire nos sources, cet expert minier camerounais, qui a travaillé sur la quasi-totalité des projets miniers en cours dans le pays, a été invité à témoigner par la firme C&K Mining, afin de rassurer la justice coréenne sur l'existence réelle d'un gisement diamantifère de niveau mondial dans la localité de Mobilong, dans la région de l'Est du

niveau mondial, surtout grâce à sa partie conglomératique, encore non évaluée mais jugée plus importante que la partie alluvionnaire (sa mise en exploitation immédiate était autorisée après l'obtention du permis), dont le potentiel total n'est estimé qu'à 230 000 carats de diamants.

BRM

Le groupe Bocom veut construire un complexe sidérurgique dans la localité de Fifinda

Les raisons de la création, en décembre 2014, de la Cameroon Steel Manufacturing Company par l'industriel camerounais Dieudonné Bougne, PDG du groupe Bocom (distribution de produits pétroliers, traitement des déchets industriels...), sont désormais connues. A la faveur d'une visite sur le terrain que vient d'effectuer le ministre des Mines dans la localité de Finfinda, le PDG de Bocom a révélé qu'il construira bientôt un complexe sidérurgique dans cette localité de la région du Sud du Cameroun.

Ce complexe, apprend-on, com-

prendra une mine, une unité d'enrichissement du fer ainsi qu'une cité pour les employés. Le groupe Bocom, qui pourrait ainsi devenir le tout premier investisseur camerounais à développer la mine industrielle dans le pays, affirme vouloir exploiter le potentiel du gisement de fer localisé dans la localité d'Akom II, non loin de Fifinda, où la Cameroon Steel Manufacturing Company compte installer sa base. S'il n'a pas révélé le montant de l'investissement qu'il projette de faire à Fifinda, ni même à ses partenaires, le PDG du groupe Bocom

indique cependant que les bénéfices engrangés après la mise en œuvre de ce projet permettront de financer d'autres projets que peaufine actuellement son groupe.

Le gisement de fer d'Akom II (région du Sud du pays) est tout de même bien moins important que ceux de Mbalam (région de l'Est du pays), Nkout (région du Sud) ou encore des Mamelles de Kribi (région du Sud), sur lesquels le Cameroun compte pour devenir un important producteur de fer en Afrique.

-14-N° 48 / Avril 2016

Nickel et Cobalt de Nkamouna : Geovic Mining a gagné du temps pendant onze ans, avant de plier bagage



Pendant plus d'une décennie, cette entreprise s'est davantage occupée de faire grimper son action à la bourse de Toronto, à coup d'annonces sur l'importance du gisement de Nkamouna, plutôt que de faire avancer les choses sur le terrain.

Onze ans après avoir obtenu le tout premier permis d'exploitation minière du Cameroun le 11 avril 2003, Geovic Cameroun, filiale de la minière junior américano-canadienne Geovic Mining Corp, a finalement abandonné, en 2014, son projet d'exploitation du gisement de bauxite, cobalt et manganèse de Nkamouna, dans l'arrondissement de Lomié, dans la région de l'Est du Cameroun.

Depuis plusieurs mois, les locaux

abritant la direction générale de l'entreprise au quartier Bastos, à Yaoundé, ont été vidés et le mobilier entièrement vendu. Sur le terrain, à Nkamouna, un employé de Geovic Cameroun indique que « Geovic est en stand-by depuis environ un an. Ils ont même commencé à vendre les engins stationnés à la base de Kongo (où devait être construite la mine, ndlr) ».

L'information est confirmée par l'ancien maire de Lomié, Célestin Assama Mbongo, avec plus de détails : « Tout est à l'arrêt depuis un an. Seul le personnel de gardiennage de l'entreprise est encore visible sur le site. Le reste du personnel (environ 200 employés) est en congé. La déception est totale, parce que nous avions fondé beaucoup d'espoir dans ce projet. On nous a plusieurs fois

rassurés que le projet allait être lancé. Maintenant, on voit juste les engins repartir. »

« LES POPULATIONS N'Y CROIENT PLUS »

Selon cet ancien exécutif municipal de la commune de Lomié, Geovic Cameroun avait pourtant trouvé un accord avec des investisseurs chinois, auxquels il était question de céder ses actifs dans ce projet qu'il contrôle à 60,5%. « Entre février et avril 2014, ces Chinois sont arrivés ici plusieurs fois. Accompagnés des équipes de Geovic, ils sont descendus sur le site et ont fait des prélèvements, et puis plus rien. En tout cas, plus personne ne les écoute ici. Les populations n'y croient plus. »

L'on se souvient, en effet, que le 23 juillet 2013, Geovic Mining Corp avait annoncé avoir signé « un accord définitif » avec le groupe chinois Jiangxi Rare Metals Tungsten Group Holdings Company Ltd (JXTC), à qui la minière junior américanocanadienne avait décidé de céder la totalité de ses actifs sur le projet de développement et d'exploitation du gisement de cobalt, de nickel et de manganèse de Nkamouna, au Cameroun.

« Cet accord définitif représente un progrès significatif sur le chemin de l'exploitation du projet de Nkamouna. Le développement du projet devrait commencer dès que les financements seront disponibles et permettra la création d'emplois et de diversifier l'économie came-

Le projet minier de Nkamoun a été évalué à 615 millions de dollars US, soit environ 306 milliards de francs

Avril 2016 / N° 48 -15-

rounaise », avait déclaré le PDG de Geovic Mining Corp, Michael Mason.

« GEOVIC, UNE STRUCTURE EN PELURE D'OIGNON »

Selon nos sources, ce qui avait pourtant été présenté comme « *un accord définitif* » en juillet 2013 n'a finalement pas été respecté par les parties, la Société nationale d'investissement (SNI), bras armé de l'Etat camerounais et porteuse des parts des opérateurs nationaux dans ce projet minier (39,5%), n'ayant pas vu ses conditions respectées par le partenaire chinois.

En fait, ce dernier épisode n'est que le énième d'un long feuilleton fait de promesses non tenues et d'annonces juteuses qui, pendant onze ans, ont entretenu le rêve de plus en plus lointain de voir le projet de Nkamouna finalement prendre corps. Des hésitations qui n'ont pas empêché que l'action de cette entreprise grimpe à la bourse de Toronto, grâce aux annonces répétées sur le potentiel, sans cesse réévalué, du gisement de Nkamouna.

Mais, ces hésitations ont eu le don de créer la suspicion sur les véritables objectifs de Geovic Mining, présenté à l'époque par le journal Pour rappel, le projet minier de Nkamoun a été évalué à 615 millions de dollars US, soit environ 306 milliards de francs CFA. Les réserves, apprend-on, indiquent environ 121 millions de tonnes de ressources minérales avec des teneurs moyennes de 0,23% pour le cobalt, 0,65% pour le nickel et 1,35% pour le manganèse. D'après

Geovic Cameroun a finalement abandonné, en 2014, son projet d'exploitation du gisement de bauxite, cobalt et manganèse de Nkamouna.

Les Afriques comme « une structure en pelure d'oignon », dont « les autres filiales sont soit inactives, soit nouvellement formées. L'essentiel des actifs du groupe se compose donc de ses concessions camerounaises ». l'étude de faisabilité bouclée en 2011, ce projet devrait générer 800 emplois directs et près de 400 emplois indirects.

BRM

Bauxite de Minim Martap et Ngaoundal : le grand bluff d'Hydromine

Depuis le 11 mars 2015, Peter Lionel Briger a créé, au Cameroun, une filiale de la société américaine Hydromine. Le siège social de Hydromine Cameroon Ltd, doté d'un modeste capital social de 1 million de francs CFA, est à Douala, la capitale économique du pays, a-t-on appris dans une annonce légale publiée le 3 novembre 2015.

L'objet social de cette entreprise indique qu'elle se consacrera au développement de projets énergétiques et « à toute autre activité que des entreprises pourraient organiser en vertu des lois de la République du Cameroun ». Ce flou, qui transparaît dans l'objet social de Hydromine Cameroon Ltd, est à la hauteur de la réputation de cette entreprise dans le pays.

En effet, l'évocation du nom de

cette entreprise rappelle son grand bluff autour du projet d'exploitation de la bauxite de Minim Martap et Ngaoundal, dans la partie septentrionale du pays. Un projet dans lequel Hydromine annonçait pourtant des investissements d'environ 5000 milliards de francs CFA. En définitive, Hydromine se révèlera n'être qu'une startup américaine (créée en 2004 dans le Delaware, mais qui détenait déjà un permis d'exploration minière au Cameroun en 2005) sans bureau, sans surface financière et sans expertise dans le secteur minier.

Finalement, malgré des effets d'annonce sans résultat palpable, le projet sera repris, à partir de 2009, par la société Cameroon Alumina (CAL), contrôlée à 45% par la société émiratie Dubal et à 45% par l'Indienne Hindalco. Hydromine ne détient désormais plus que 10% des actifs de ce projet minier, dont on ne parle d'ailleurs plus beaucoup dans le pays depuis plusieurs mois. Pour rappel, selon les résultats des travaux d'exploration, les réserves de bauxite à Minim Martap et Ngaoundal sont estimées à 554 millions de tonnes. Les réserves exploitables, elles, sont évaluées à 458 millions de tonnes de minerai, alors que CAL estime que des réserves additionnelles de 100 à 200 millions de tonnes pourraient également être définies. Fort de cette perspective, CAL envisage une exploitation de 1,5 million de tonnes de bauxite par an, faisant ainsi du Cameroun le premier producteur africain devant la Guinée Conakry, qui en produit 700 000 tonnes.

-16- N° 48 / Avril 2016

Gabin Babagnak : « le logement social est un produit marchand dont l'impulsion dépend fatalement de l'Etat »

Ingénieur industriel de formation, cet expert en stratégies de développement rural-urbain et de l'habitat est l'auteur de plusieurs réflexions sur la problématique de l'habitat social au Cameroun. Dans cet entretien, il explicite les raisons de l'inefficacité du dispositif public de promotion du logement social, l'intérêt des opérateurs étrangers pour ce secteur, « le système D » mis en place pour pallier au déficit actuel et le rôle que pourraient jouer les collectivités locales décentralisées et la diaspora dans ce domaine. Interview réalisée par Brice R. Mbodiam

Investir au Cameroun : le déficit en logements sociaux au Cameroun est officiellement estimé à plus de 1 million. Qu'est-ce qui s'est passé pour que l'on en arrive à cette situation?

Gabin Babagnak: Avec plus de précisions, au 31 décembre 2014, le déficit en logements sociaux au Cameroun était de 1 230 000 unités. Les causes de cette situation sont essentiellement liées à la crise économique qu'a connue le pays ; à l'absence de planification dans ce domaine qui aurait dû tenir compte de l'évolution démographique; à la qualité dépréciative de l'entre-

preneuriat camerounais, à laquelle il faut ajouter la déconstruction que l'on connaît aujourd'hui au Cameroun au plan structurel. Tout cela mis ensemble n'a pas permis à l'Etat de mener efficacement sa politique du logement social. Le résultat est que les citoyens casocial, accompagnée de la Mission d'aménagement des terrains urbains et ruraux (MAETUR) et du Crédit foncier, la banque de l'habitat, n'ont pu construire que 11 000 logements sociaux depuis les indépendances. Pourtant, ce même dispositif a souvent permis

« Parce que l'Etat n'a pas pu construire de logements en 40 ans, il y a des hauts commis de l'Etat qui se sont substitués à cet Etat et ont développé d'impressionnants patrimoines immobiliers et fonciers. »

merounais se sont organisés pour se substituer à l'Etat dans ce domaine, en développant ce que j'ai appelé l'autoconstruction ou encore l'autoproduction, qui a malheureusement produit d'autres monstres au regard de la qualité de l'urbanisation de nos villes. Chacun a pu construire comme il a pu avec les moyens qu'il a pu avoir. En conséquence, les villes camerounaises ne ressemblent pas à grand-chose.

IC : La Société immobilière du Cameroun (SIC), le bras séculier de l'Etat en matière de logement

de construire jusqu'à 10 000 logements par an, comme c'est le cas, par exemple, en Tunisie. Qu'estce qui n'a pas fonctionné au Cameroun?

GB: Au Cameroun, la mal gouvernance a considérablement impacté le fonctionnement de ce dispositif. Ce triptyque institutionnel que l'Etat camerounais a mis en place après les indépendances, afin de promouvoir l'habitat social, n'a effectivement pas pu faire grandchose. L'inertie a caractérisé ces structures et l'absence d'exigence de résultat par l'Etat a fait en sorte

-17-

que ces structures s'endorment pratiquement; et la crise économique qu'a connue le Cameroun est venue davantage aggraver la situation. Avec la double baisse des salaires qu'ont connue les agents de l'Etat à cette époque, leurs revenus ne leur permettaient plus de bénéficier des services de ces structures.

Mais en 2009, nous avons conçu, pour le compte du gouvernement, un programme de construction de 10 000 logements et d'aménagement de 50 000 parcelles constructibles. Ce programme était d'autant plus ambitieux de notre point de vue qu'il permettait non seulement d'attaquer la problématique du déficit en logements sociaux, mais aussi de promouvoir une classe moyenne qui avait pratiquement disparue du fait de la crise économique.

C'est ainsi que le 10 décembre 2010, le Crédit foncier a mis à la disposition du maître d'ouvrage, à savoir le ministère du Développement urbain et de l'Habitat, une enveloppe de 25 milliards de francs CFA, en vue du lancement de la phase pilote de ce programme gouvernemental, qui devait aboutir à la construction de 1676 logements à Yaoundé et à Douala. Malheureusement, cinq années plus tard, ce programme n'avait pu produire que 240 logements, alors que les 25 milliards alloués avaient été épuisés. En d'autres termes, comme il est de coutume au Cameroun, ce programme a été une opportunité pour que certains individus pillent les caisses de l'Etat.

IC: La SIC, particulièrement, s'est visiblement détournée du logement social pour embrasser le logement haut standing, beaucoup plus rentable. Qu'est-ce qui peut expliquer la SIC ait changé son fusil d'épaule, au moment où le déficit en matière de logement social est plutôt criant?

GB : En réalité, ces institutions dont on parle agissent plus pour ceux qui ont de l'argent et non pour ceux



« Au 31 décembre 2014.le déficit en logements sociaux au Cameroun 1 230 000 unités. Les causes de cette situation sont essentiellement liées à la crise économique qu'a connue le bays.»

qui sont pauvres. Elles ont changé de cibles à dessein. Pourtant, les activités d'une institution étatique ont pour but d'impacter prioritairement ceux qui sont fragiles. Fort de ce qui précède et de notre expérience personnelle dans ce domaine, nous sommes arrivés à la conclusion que cette situation est la démonstration de ce que certains Camerounais refusent de voir émerger une classe moyenne dans le pays.

En effet, parce que l'Etat n'a pas pu construire de logements en 40 ans, il y a des hauts commis de l'Etat qui se sont substitués à cet Etat et ont développé d'impressionnants patrimoines immobiliers et fonciers. Bref, le fonctionnaire est devenu le principal bailleur au Cameroun, et c'est encore à lui qu'on demande d'implémenter des projets d'habitat social qui viendraient concurrencer son propre patrimoine.

Du coup, l'on comprend pourquoi

-18-

il fait de la mauvaise foi. Il y en a même qui, par divers mécanismes, n'hésitent pas à utiliser cet argent public pour renforcer leur propre patrimoine immobilier et foncier. Voilà la situation au Cameroun! Ailleurs, les politiques publiques dans le logement social marchent parce que ceux qui les implémentent sont en accord parfait avec les objectifs définis.

IC: Quelle peut être la contribution au développement du secteur du logement d'une loi telle que celle sur la copropriété, adoptée par le parlement camerounais en 2012?

GB: Cette loi est d'autant plus importante qu'au plan démographique, on évolue rapidement, alors que les terrains restent les mêmes. D'où l'intérêt de vulgariser et de promouvoir l'habitat en hauteur, de manière à avoir plusieurs propriétaires dans un même immeuble. Mais pour cela, il a d'abord fallu résoudre le problème de la cohabitation. C'est la raison pour laquelle cette loi, à laquelle nous avons apporté notre modeste contribution, a mis du temps avant d'être adoptée.

IC: Vous soutenez qu'en matière d'habitat social au Cameroun, des individus semblent s'être substitués à l'Etat. Mais, l'on ne voit pas beaucoup le secteur privé s'investir dans le logement social dans le pays. Ce secteur ne serait-il pas rentable pour les investisseurs?

GB: Le logement social est un produit marchand dont l'impulsion dépend de l'Etat. Puisqu'il n'y a pas eu de véritable impulsion dans ce domaine, le secteur privé est resté passif en ce sens que la production du logement social nécessite fatalement un accompagnent à travers diverses facilitations (fiscalité, organisation foncière, etc). En l'absence de ces facilitations incitant à investir dans le logement social, les privés préfèrent produire des logements commerciaux. C'est

ce qui fait qu'on assiste à un développement du logement haut *standing*, alors que le Cameroun a plus besoin de logements sociaux, au regard du déficit actuel et des revenus des populations.

IC: Au regard du désintérêt des privés locaux pour le logement social au Cameroun, peut-on penser que l'avenir de ce secteur dépend des investisseurs étrangers, tels que les Turcs et les Marocains, qui manifestent de plus en plus de l'intérêt pour les investissements dans l'immobilier dans le pays?

GB: Ces opérateurs étrangers ont une expertise avérée dans ce domaine; et le Cameroun est un champ opérationnel au regard de l'évolution démographique et du potentiel. Le logement est un vecration de ceux chargés d'implémenter ces politiques-là. Le discours politique est là, mais, dans le segment opérationnel, il y a des gens qui ont décidé de ne rien faire.

IC: Pour revenir sur l'intérêt que les opérateurs étrangers manifestent pour le logement social au Cameroun, on constate que la Chine, qui s'est emparée de presque tous les grands projets dans le pays, ne s'intéresse que timidement au logement. La tendance pourraitelle être inversée dans les prochaines années?

GB: Je ne suis pas d'accord avec vous. La Chine est l'un des pays qui a fait au gouvernement les propositions les plus importantes dans ce domaine. La preuve c'est que les Chinois sont en train de conduire

« La diaspora peut agir à partir des collectivités décentralisées pour que celles-ci, en lieu et place de l'Etat central, produisent des logements. »

teur de consommation assez important. Aujourd'hui, le Camerounais laisse en moyenne 50% de ses revenus salariaux dans le loyer. C'est la raison pour laquelle l'Etat, dans ses missions régaliennes, doit impacter sur la production du logement tout court et, particulièrement, sur le logement social. Donc, les opérateurs étrangers qui se signalent viennent dans le cadre de la coopération, tout en faisant des affaires. Mais il faut que l'Etat encadre tout cela.

IC : A vous entendre, cet encadrement n'existe pas encore. Qu'est-ce qui fait défaut ?

GB: La volonté politique et, surtout, la volonté d'implémenter les politiques qui existent. Le problème fondamental du Cameroun se situe au niveau de l'implémentation des concepts et des politiques publics. A ce niveau, il y a comme une conspi-

un projet pilote de 540 logements à Olembe (dans la banlieue de la capitale, ndlr) qui n'a rien à voir avec le programme gouvernemental dont je vous parlais tout à l'heure. Sur un prêt de pratiquement 6 milliards de francs CFA, ils se sont engagés à produire 540 logements et je crois que ces logements sont en phase de finition en ce moment.

Donc, la Chine est très intéressée par le logement social au Cameroun. Et l'avantage de ce pays est que, dans ce domaine comme dans les autres, les Chinois s'arrangent toujours à être moins disant en termes de coût, même si la qualité architecturale pose généralement des problèmes.

IC: La Chine est en passe d'électrifier le Cameroun, puisque ses entreprises construisent presque tous les barrages en ce moment. Est-ce qu'on peut s'attendre à ce que, dans

Avril 2016 / N° 48 -19-



un avenir proche, la Chine règne également sur l'habitat social au Cameroun?

GB : On est bien parti pour que les choses se passent ainsi.

IC: En Tunisie et au Maroc, la diaspora a joué un rôle très important dans le développement du logement en général. Au Cameroun, cette contribution de la diaspora est encore informelle. Quels leviers peut-on actionner pour faire participer cette frange de la population camerounaise à la réduction du déficit actuel?

GB: Au regard de tout ce que nous venons de dire, qu'est ce qui peut bien motiver un membre de la diaspora à investir dans un tel contexte? Quand on vous dit qu'il y a un programme de 10 000 logements qui a été lancé et qu'au bout de cinq ans, on a à peine 240 logements; quand vous êtes au courant des problèmes de mal gouvernance, des difficultés

à entreprendre qui existent dans le pays ; vous comprenez que vous n'êtes pas en capacité d'investir dans votre pays au même titre que les Sénégalais ou les Burkinabés le font chez eux.

La diaspora camerounaise croupit dans un pessimisme que l'on peut comprendre. Mais, nous avons envie de leur dire qu'il est important de relativiser tout cela parce que, voyez-vous, un pays ce n'est pas seulement les gouvernants; et qu'au moyen de la coopération et même des initiatives individuelles, il est possible d'impulser le développement à partir du secteur privé.

La diaspora peut agir à partir des collectivités décentralisées pour que celles-ci, en lieu et place de l'Etat central, produisent des logements. De notre point de vue, il n'est plus question de s'enfermer dans ce pessimisme, mais d'orienter les efforts et d'avoir une autre compréhension du développement. C'est vrai que la

« La Chine est l'un des pays qui a fait au gouvernement les propositions les plus importantes dans ce domaine. » décentralisation pose encore beaucoup de problèmes au Cameroun, mais avec le temps, on va y arriver.

IC: Vous semblez désormais placer plus d'espoir dans les collectivités locales décentralisées que dans l'Etat central...

GB: La décentralisation est la voie idoine, la voie royale pour le développement de ce pays. L'Etat central a montré qu'il est en incapacité de pouvoir solutionner certains problèmes opérationnels. Du coup, les collectivités locales sont aujourd'hui dans une posture idoine pour pouvoir implémenter le développement. Pour la simple raison qu'elles bénéficient d'une proximité évidente avec les populations et connaissent, de ce fait, plus que quiconque, les problèmes de ces populations-là. Par conséquent, si ces collectivités sont introduites dans le circuit de production, nous pensons que les résultats seront plus probants.

-20-N° 48 / Avril 2016

GESTION PUBLIQUE

La société Aéroports du Cameroun décroche le premier prêt non souverain du pays auprès de l'AFD

46 millions d'euros, soit environ 30 milliards de francs CFA: c'est le montant de la convention de financement signée le 19 février 2016 à Yaoundé, la capitale camerounaise, entre l'AFD et les Aéroports du Cameroun (ADC), entreprise publique qui gère les plateformes aéroportuaires du pays. Ces fonds ont servi à la réhabilitation des chaussées aéroportuaires de l'aéroport international de Douala, a-t-on appris.

Mais surtout, ce financement est le tout premier prêt non souverain signé par une entreprise publique camerounaise. En clair, contrairement à ce qui s'est toujours fait jusqu'ici, ce crédit octroyé aux ADC n'est pas garanti par l'Etat du Cameroun, ce qui, dans une certaine mesure, témoigne de la solvabilité de l'entreprise bénéficiaire.

Ce premier prêt non souverain de l'AFD est, visiblement, une retombée de l'atelier organisé à Yaoundé le 16 juin 2015, au cours duquel sept sociétés contrôlées par l'Etat du Cameroun, dont les ADC, avaient été informées sur les mécanismes d'accès aux financements non souverains de l'AFD. « Dans un monde globalisé où la concurrence est rude, il n'est plus possible pour nous de nous cantonner à des sources de financements traditionnelles », avait déclaré le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, pour justifier la tenue de cette session de formation.

Mais en vérité, les subventions et les ga-

ranties accordées par l'Etat camerounais à ses sociétés sont de plus en plus jugées inefficaces par les experts, qui y voient une sorte de rente ôtant aux sociétés publiques toute ambition ou obligation de compétitivité. Dans un rapport sur l'économie camerounaise, le FMI, qui soulignait au passage les « piètres résultats » enregistrés par ces entreprises, malgré les subventions de l'Etat, avait recommandé au gouvernement d'assortir lesdites subventions et autres garanties de cahiers des charges de plus en plus rigoureux.

CAN 2016 : Sinohydro perd un contrat pour insuffisance de résultats



Les engins de la société chinoise Sinohydro ne sont plus visibles autour du stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé, que l'entreprise devait pourtant réhabiliter avec ses deux stades annexes et le stade militaire de la capitale, dans la perspective de la CAN de football féminin, que le Cameroun abritera entre novembre et décembre 2016.

Selon des sources officielles au Ministère des sports et de l'éducation physique, le contrat de Sinohydro, pour la réhabilitation du stade Ahmadou Ahidio et les stades annexes, a été résilié par l'Etat du Cameroun pour insuffisance de résultats. En effet, trois mois après le démarrage des travaux, prévus pour durer huit mois, Sinohydro n'avait réussi à réaliser sa prestation qu'à 5%. Après que Sinohydro a effectivement plié bagage, les travaux ont été aussitôt confiés à la société égyptienne Arab Contractors. Pour rappel, ce coup de froid dans les relations entre le gouvernement camerounais et la société Sinohydro survient seulement quelques jours après le passage au Cameroun d'une équipe de la CAF, venue s'enquérir de l'évolution des travaux d'infrastructures de la CAN de football féminin 2016.

Avril 2016 / N° 48 -21-

Le gouvernement inquiet face à l'endettement croissant des sociétés d'Etat

Invité à s'exprimer sur « la performance dans la gestion » des sociétés d'Etat au cours d'un Conseil de cabinet tenu le 25 février 2016 à Yaoundé, le ministre délégué auprès du ministre des Finances, Paul Elung Ché, a révélé que « l'accroissement de l'endettement » de ces entreprises « pourrait, à moyen terme, constituer un risque pour le budget de l'Etat ». S'il n'a pas révélé le volume de ces dettes des entreprises publiques, souligne le communiqué ayant suivi le Conseil de cabinet, le ministre délégué auprès du ministre des Finances a suggéré quelques solutions pour éviter une catastrophe au budget de l'Etat. Il s'agit, apprend-on,

« du respect de la discipline budgétaire, la maîtrise des charges d'exploitation, la mise en place d'outils de pilotage divers, ainsi que l'amélioration de la gouvernance et l'usage d'instruments modernes d'évaluation de la performance, comme la notation financière ».

Par ailleurs, a-t-il conseillé, « en vue d'une plus grande efficience, les entreprises devraient recourir de moins en moins aux subventions provenant du budget de l'Etat et élargir leurs outils de financement en s'orientant vers les formules nouvelles comme les prêts non souverains des partenaires au développement ou des banques privées ». En dépit de cet endettement croissant, le gouvernement camerounais a signé et financé des contrats-plans avec certaines entreprises de son portefeuille, afin de les rendre plus performantes. Au total, apprend-on de bonnes sources, 34 contrats de ce type ont été signés à ce jour. Mais, selon une source autorisée, « le taux de réalisation financière de ces contrats-plans atteint difficilement 50% ». Pour rappel, l'on dénombre officiellement 127 sociétés et autres établissements publics administratifs dans le portefeuille de l'Etat camerounais.

En deux ans, plus de 100 investisseurs belges ont prospecté au Cameroun



Une délégation de 60 opérateurs économiques belges a débarqué au Cameroun, le 29 février 2016, à la recherche d'opportunités d'affaires dans le pays. Avant de quitter le territoire camerounais le

4 mars 2016, ces investisseurs ont participé à des échanges avec des autorités gouvernementales et à des rencontres B to B avec des opérateurs économiques locaux, dans la ville de Douala. Conduite par un haut responsable du port d'Anvers, l'un des plus importants d'Europe, la délégation d'investisseurs belges, constituée d'opérateurs des secteurs des infrastructures, de l'agriculture, des énergies renouvelables, de l'import-export, des transports ferroviaire, routier et maritime, etc., a effectué une visite des ports de Douala et surtout de Kribi, qui devrait normalement démarrer ses activités au second trimestre 2016.

Depuis décembre 2014, l'on note un grand intérêt des investisseurs belges pour le Cameroun. En effet, après la vingtaine d'entreprises belges qui a participé au Salon Promote à Yaoundé, en décembre 2014, et les 25 chefs d'entreprise qui ont séjourné au Cameroun au mois de mai 2015, la délégation d'opérateurs économiques belges, qui a quitté le Cameroun le 4 mars 2016 après une semaine de prospection, est la troisième à séjourner au Cameroun en l'espace de deux ans. Au total, ce sont plus de 100 investisseurs de ce pays européen qui auront séjourné au Cameroun sur la période considérée.

AGRO

Toussaint Nguessang : « l'exemple du Cameroun dans l'organisation de la filière cacao nous inspirera »

Entretien avec le président de l'Organisation mondiale des cultivateurs de cacao, qui jette un regard sur la filière camerounaise.

IC: Que vient faire le président de l'Organisation mondiale des cultivateurs de cacao (OMCC) au Cameroun?

TN: Nous sommes venus d'abord pour installer le bureau national de notre organisation. L'Assemblée générale constitutive de l'Organisation mondiale des cultivateurs de cacao (OMCC) a eu lieu il y a un an et une délégation du Cameroun a pris part aux travaux. Nous sommes là pour encourager l'équipe qui était à l'AG et que nous avions alors mis en mission, afin qu'elle fasse la promotion de l'OMCC au Cameroun; surtout dans la mesure où l'OMCC est en train de démarrer un partenariat très fort avec le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) du Cameroun.

IC : Quel regard global jetez-vous sur la filière cacaoyère camerounaise ?

TN: Je note qu'une interprofession existe depuis plusieurs années, ce qui est une avancée significative. De ce point de vue, nous sommes à l'école du Cameroun, puisqu'en Côte d'Ivoire, par exemple, nous en sommes encore à jeter les bases de cette interprofession. Nous reviendrons bientôt au Cameroun pour nous abreuver à la source de cette expérience réussie en matière d'interprofession, en matière d'organisation de la filière et, surtout, d'encadrement des producteurs de cacao.

IC : En plus d'être le premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire est récemment devenue le premier



transformateur de fèves, selon l'ICCO. Le Cameroun, lui, transforme à peine 25% de sa production. Quels conseils l'acteur de la filière ivoirienne peutil donner au Cameroun en matière de développement de la transformation du cacao?

TN: L'idéal, c'est d'apporter de la valeur ajoutée au cacao que nous produisons. Mais, je pense que tout est mis en œuvre pour qu'on assiste à des schémas où des transformateurs acceptent de se mettre ensemble avec des organisations de producteurs structurées, pour initier ne serait-ce que le premier niveau de transformation, afin de permettre aux producteurs d'augmenter leurs revenus. C'est d'autant plus important que chaque fois que nous exportons nos matières premières à l'état brut, ce sont des emplois que nous exportons également.

IC : Avec la déferlante des industries de transformation du cacao en Côte d'Ivoire, n'avez-vous pas l'impression que les industriels suivent désormais le cacao où il abonde?

TN: Ce n'est pas évident de soutenir un tel point de vue. Les industriels vont où ils ont leurs intérêts, notamment où il y a des facilités en matière de fiscalité et où les conditions de production, à l'instar de l'existence de l'énergie, sont réunies. Ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup de cacao qu'ils viennent en Côte d'Ivoire ou qu'ils iront au Ghana.

IC : Qu'est-ce que les cultivateurs de cacao peuvent attendre d'une organisation telle que celle que vous dirigez ?

TN: Le but premier de notre organisation est d'assurer une meilleure représentation des cultivateurs de cacao dans les rencontres et autres concertations au niveau mondial. Ensuite, il est question, pour nous, d'unifier la voix des producteurs pour qu'elle puisse être entendue partout où besoin sera, et cela de façon qualitative.

> Propos recueillis par Brice R. Mbodiam

Avril 2016 / N° 48 -23-

Telcar Cocoa et Olam dominent les exportations de cacao depuis le début de la campagne



Avec 47 851 tonnes de cacao exportées entre octobre 2015 et janvier 2016, dont plus de 16 000 tonnes pour le seul mois de décembre 2015, Telcar Cocoa, le négociant de la firme américaine Cargill au Cameroun, est en tête des exportateurs de fèves dans le pays, selon les statistiques révélées par l'Office national du cacao et du café (ONCC).

Telcar est suivi par la société singapourienne Olam, qui a exporté 25 431 tonnes de cacao depuis le mois d'octobre 2015, avec un pic de 7341 tonnes exportées en décembre dernier. Avec ses 14 445 tonnes de cacao exportées jusqu'ici, les établissements Ndongo Essomba, un opérateur camerounais, complète ce trio des plus gros exportateurs de fèves depuis l'ouverture de la campagne cacaoyère 2015-2016 au Cameroun.

Une campagne au cours de laquelle la production nationale est projetée autour de 210 000 tonnes, en baisse d'environ 20 000 tonnes par rapport aux 232 000 tonnes de la campagne précédente. La cause de cette baisse annoncée est, apprend-on, la période dite de repos végétatif des cacaoyères, qui survient tous les cinq ans.

L'Allemagne investit 3,3 milliards FCFA pour booster l'aviculture et l'agriculture

Mettre en place des Centres d'innovations vertes destinés à améliorer à la fois la production avicole, celle du cacao et de la pomme de terre, afin d'augmenter les revenus des petits exploitants : c'est l'objectif que vise un financement de 3,3 milliards de francs CFA que vient d'octroyer la République fédérale d'Allemagne au gouvernement camerounais. L'accord y afférent a été signé le 15 février 2016 à Yaoundé, la capitale came-

rounaise. Selon les parties, le choix des produits ciblés par ce financement tient compte de leur grande présence dans les habitudes de consommation (notamment la pomme de terre) ou de leur importance dans l'activité agricole du pays. Il en est ainsi du cacao, qui est cultivé dans sept des dix régions du Cameroun et qui couvre environ 600 000 exploitations agricoles familiales.

Le CICC annonce une cargaison record de 2 millions de plants de caféiers en 2017



Face à la baisse continue de la production caféière au Cameroun, le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a décidé de redynamiser, dès cette année 2016, son Programme d'urgence de relance ciblée de la caféiculture (Purc-café). Cette redynamisation permettra de mettre à la disposition des producteurs une cargaison record de 2 millions de plants de caféiers en 2017, a révélé Omer Gatien Malédy, le secrétaire exécutif du CICC.

Officiellement lancé en janvier 2014 dans trois bassins de production du Cameroun (les régions Ouest, Est et Littoral), après une campagne caféière 2012-2013 catastrophique (16 000 tonnes produites), le Purc-café avait pour objectif de créer annuellement 600 hectares de nouvelles plantations, soit 1800 hectares sur trois ans dans les trois zones de production sélectionnées. Mais, apprend-on, cette ambition n'a pas pu être réalisée dès la première année, à cause de l'indisponibilité des plants devant être mis à la disposition des producteurs.

Attijariwafa a créé une société de gestion d'actifs au Cameroun avec compétence sur l'Afrique centrale

Attijari Securities Central Africa, en abrégé Asca: c'est le nom de la nouvelle entité que le groupe marocain Attijariwafa a créée au Cameroun le 10 février 2016. Cette nouvelle entreprise, apprend-on dans une annonce légale publiée le 11 mars 2016, est dotée d'un capital initial de 1,3 milliard de francs CFA.

Son objet social va de « la fourniture de services financiers, notamment la

réception et la transmission des ordres, le placement, la négociation, la souscription, l'achat, la gestion, la conservation, l'administration et la vente de valeurs mobilières et de tout produit financier, le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ou financière, l'ingénierie financière », jusqu'à « la prise de participation par voie d'apport, de souscription, d'achat de titres ou par toutes autres voies dans toutes sociétés ».

Dirigée par Bensalah Naoufal, cette entreprise, dont le conseil d'administration est présidé par Rouissi Youssef, réunit dans ce dernier les représentants de toutes les filiales bancaires d'Attijariwafa Bank en Afrique centrale. Il s'agit de la Société Commerciale de Banque au Cameroun (SCB Cameroun), de l'Union Gabonaise des Banques (UGB) et du Crédit du Congo (CDC).

La Sodecoton lève 35 milliards FCFA auprès de cinq banques pour financer sa campagne 2016

La Société de développement du coton (Sodecoton), entreprise parapublique et fleuron de l'agro-industrie dans la partie septentrionale du Cameroun, vient de lever 35 milliards de francs CFA auprès de cinq banques locales, afin de gérer sa campagne 2016. Ce crédit, apprend-on, est extensible à 40 milliards de francs CFA, en fonction des besoins qu'exprimera la société agro-industrielle.

Une fois de plus pilotée par la Commercial Bank of Cameroun (CBC), qui a injecté 8 milliards de francs CFA dans la cagnotte, cette opération a connu la participation d'Afriland First Bank, le plus gros contributeur avec 15 milliards de francs CFA, de la Bicec (6 milliards FCFA), d'UBA (5 milliards FCFA) et de la Société Générale (1 milliard FCFA).

Les fonds ainsi mobilisés serviront à acheter du coton auprès de petits producteurs. Pour rappel, la Sodecoton encadre officiellement plus de 250 000 petits producteurs dans la partie septentrionale du Cameroun.

La Banque des PME débloque 500 millions FCFA pour ses premiers crédits aux entreprises



Au total, une cinquantaine de PME ayant déposé des demandes de crédits auprès de la Banque Camerounaise des PME (BC-PME), ont reçu une enveloppe de financements d'un montant de 500 millions de francs CFA, révèlent des sources internes à cet établissement de crédit.

Ces crédits ont été obtenus au taux d'intérêt de 10% hors taxes, indiquent nos sources. Ces dernières précisent cependant que tous ces concours financiers, apportés aux PME pour la première fois par la BC-PME, sont des crédits de court terme, une catégorie de crédits moins adaptée au développement des entreprises que les prêts de moyen et de long terme.

Avril 2016 / N° 48 -25-

Le fonds d'investissement I&P se renforce en Afrique centrale à travers une filiale au Cameroun

En lieu et place de la succursale qu'elle vient de fermer au Cameroun, la firme d'investissement I&P (Investisseurs et Partenaires) ouvrira une filiale qui a « pour vocation d'opérer dans l'ensemble de la sous-région (Cameroun, Gabon, RDC) où nous avons financé plus d'une dizaine d'entreprises depuis 2002 », précise Emilie Debled, la directrice des relations extérieures et du développement chez I&P.

« Le responsable d'investissement en charge de ce bureau a été identifié et prendra ses fonctions le mois prochain (en avril 2015, ndlr) », révèle Emilie Debled, qui précise que ce repositionnement du fonds d'investissement I&P participe d'une stratégie visant à intensifier ses activités en Afrique centrale à partir du Cameroun. Principalement concentré sur l'Afrique, I&P revendique l'accompagnement d'une soixantaine de petites et moyennes entreprises (PME) réparties dans quinze pays africains. Au Cameroun, il s'agit des sociétés ACEP, Genemark, Carrières du Moungo, Biotropicale, Kawtal ou encore Cameroun Breuvage.

Ecobank a réalisé un résultat net de 6,3 milliards FCFA en 2015



Léger mieux pour le résultat net 2015 de la filiale au Cameroun du groupe bancaire panafricain Ecobank. Au lieu des 6,05 milliards FCFA de bénéfice engrangés à la fin de l'année 2014, le résultat net d'Ecobank Cameroun en 2015 a culminé à 6,386 milliards FCFA, a-t-on appris dans un communiqué officiel ayant sanctionné l'AG de la banque, tenue le 19 février 2016 à Douala.

Sur la période considérée, apprend-

on également, la filiale d'Ecobank au Cameroun a consolidé son rang de quatrième banque du pays, avec un total de bilan de 522,4 milliards FCFA, en hausse de 19% par rapport à l'année 2014.

Selon les responsables de la banque, cette progression du total de bilan est consécutive à la hausse des dépôts de la clientèle, qui ont connu un accroissement de 24% l'année dernière, pour se situer désormais à 439,7 milliards FCFA.

Le portefeuille du crédit-bail est passé de 45 à 115 milliards FCFA entre 2009 et 2015



Six ans après la création de l'Association camerounaise du crédit-bail (Camlease), qui s'est donnée pour ambition principale le développement du mécanisme de financement des entreprises par crédit-bail (financement des équipements) dans le pays, avec le concours des autorités publiques camerounaises, le bilan est un tout petit peu mitigé.

En effet, a-t-on appris au sortir d'un récent séminaire d'évaluation des magistrats sur l'appropriation de la loi de 2010 régissant le crédit-bail, le portefeuille des crédits-bailleurs est passé de 45 milliards à 115 milliards de francs CFA sur la période 2009-2015. Ce chiffre est cependant encore bien loin du potentiel de 250 milliards de francs CFA dont recèle cette activité au Cameroun, selon une estimation de la Banque mondiale.

Par ailleurs, souligne Pierre Kam, le président de Camlease, l'activité du créditbail au Cameroun n'échappe pas à la culture du non-remboursement observée dans le pays. « Plus de 12% de taux de sinistre sont enregistrés. Et cette tendance se renforce d'année en année », révèle-t-il, avant de préciser que ce taux de sinistre dépasse 20% pour les PME.

TELECOMS

La cybercriminalité fait des ravages, selon l'Agence nationale des TIC

3 milliards de francs CFA: selon l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC), c'est la somme perdue par les banques au Cameroun, en 2015, du fait de la cybercriminalité. Ces pertes, a expliqué le DG de l'ANTIC, Ebot Ebot Enaw, au cours d'un récent forum sur la cybersécurité, sont la conséquence du skimming, une pratique cybercriminelle qui consiste à « pirater des cartes magnétiques à l'aide de dispositifs spéciaux insérés dans des guichets automatiques de billets de banque ».

Mais, apprend-on, les conséquences du skimming sur les banques sont un moindre mal par rapport aux ravages causées par l'utilisation des SIMbox dans le secteur de la téléphonie. En effet, ce dispositif, qui permet à des personnes installées à l'étranger de passer des appels à des tarifs locaux, causent d'importantes pertes financières aussi bien aux entreprises qu'au Trésor public.

Au mois d'octobre 2015, au cours d'un forum consacré aux enjeux et aux perspectives de la lutte contre la fraude par SIMbox au Cameroun, l'on apprenait qu'à cette date-là, les quatre opérateurs de la téléphonie en activité dans le pays avaient déjà perdu plus de 18 milliards de francs CFA depuis le début de l'an-

née, contre un peu plus de 4 milliards de francs CFA pour l'Etat, du fait des fraudes à la SIMbox.

La cybercriminalité au Cameroun, apprend-on, prend aussi souvent le visage du web defacement, qui consiste à changer frauduleusement l'apparence d'un site web, à créer de faux profils sur les réseaux sociaux et à pirater des emails, afin d'arnaquer les citoyens. Enfin la cybercriminalité s'étend aussi à l'utilisation de logiciels piratés. De ce point de vue, souligne le DG de l'ANTIC, « près de 90% des logiciels et systèmes d'exploitation utilisés dans notre pays sont des outils piratés ».

Le Cameroun a déçu les attentes du groupe MTN au cours de l'année 2015

Le groupe de télécommunications sudafricain MTN a indiqué, en présentant ses résultats de l'exercice 2015, que les performances de sa filiale camerounaise avaient été en dessous de ses attentes, en raison, notamment, de la forte concurrence sur ce marché, qui l'a contrainte à réduire les prix des appels sortants.

Cela s'est traduit par un chiffre d'affaires local de 226 milliards FCFA, une performance en baisse de 4,6% comparée aux 241,1 milliards FCFA réalisés en 2014. Cette contre-performance a été le fait du recul de 5% de la base clientèle, qui est repassée sous la barre des 10 millions d'abonnés (9,2 millions exactement). Les parts de marché du groupe se sont aussi effritées, passant de 59,4% à 56,2%.

Dans ces conditions, la marge de bénéfice avant impôts, amortissements et dépréciations (EBITDA) s'est rétractée de



6,6 points de base et s'affiche désormais à seulement 36,2%. MTN attribue cette situation à la hausse des loyers et des prix de certains services, associée aux dépenses effectuées pour l'acquisition des licences 3G et 4G. L'EBITDA ressort donc à 81,8 milliards FCFA, en baisse comparé aux 103,2 milliards FCFA dégagés en 2014.

MTN Cameroon a néanmoins gagné des points sur les services de données. Le chiffre d'affaires de ce segment a progressé de 67,5% pour atteindre 33,2 milliards FCFA. Une performance à mettre à l'actif du bon comportement du Mobile Money, dont le nombre d'utilisateurs était de 2 millions au 31 décembre 2015.

Avril 2016 / N° 48 -27-

ENERGE

Le champ Bojongo a boosté la production pétrolière, en hausse de 26% en 2015

La tendance haussière observée sur la production pétrolière au Cameroun depuis au moins cinq ans s'est confirmée en fin d'année 2015. En effet, selon les chiffres de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), en 2015, le Cameroun a produit 34,4 millions de barils de brut, en hausse de 26% par rapport aux 27 millions de barils produits en 2014.

« Cette augmentation résulte principalement, pour ce qui est du pétrole, de la mise en production du champ Bojongo et du relèvement de la production » de trois autres champs pétroliers entrés en production en 2014, à savoir les champs Inter Inoua-Barombi, Barombi Nord-Est et Padouk, souligne la SNH, le bras armé de l'Etat camerounais dans l'industrie pétrolière.

La compagnie pétrolière publique précise par ailleurs que, le 21 avril 2015, la production pétrolière au Cameroun a atteint un pic de 102 586 barils, niveau journalier jamais plus atteint depuis 2002.

GDC réalise des « *résultats financiers solides* » grâce à une hausse de sa production gazière de 126%

Dans son rapport financier non certifié de fin novembre 2015, publié le 29 février 2016, la firme britannique Victoria Oil & Gas (VOG), détentrice à 100% de la société Gaz du Cameroun (GDC), qui assure la production de gaz sur le champ Logbaba, dans la région du Littoral du pays, affirme avoir réalisé des « résultats financiers solides » sur la période considérée.

Ces résultats financiers, précise la gazière junior britannique, ont été rendus possibles grâce à une augmentation substantielle de la production, qui a crû de 126% entre novembre 2014 (3.91 MMSCF par jour) et novembre 2015 (8.85 MMSCF par jour).

La commercialisation de cette production à la vingtaine d'entreprises de la ville de Douala déjà connectées au réseau de distribution de Gaz du Cameroun a permis à l'entreprise de booster le volume de son cash flow, qui est ainsi passé de 5,1 millions de dollars (environ 2,8 milliards de francs CFA) au 31 mai 2015, à 6,3 millions de dollars (environ 3,4 milliards de francs CFA) à la fin novembre 2015.

Commentant ces résultats financiers, Kevin Foo, executive chairman chez GDC, affirme que ces performances confirment « que notre activité de distribution du gaz entièrement intégré au Cameroun fonctionne bien et nous a permis de résister à la baisse des prix du pétrole brut et aux conditions de marché extrêmement difficiles ».

Des promesses à hauteur de 500 milliards FCFA déjà obtenues pour financer le barrage de Natchigal



Divers prêteurs publics et privés contactés par les différents partenaires du projet de construction du barrage de Natchigal, dans la région du Centre du Cameroun, ont déjà fait des promesses de financement d'un montant total de 500 milliards de francs CFA sur les 656 milliards de francs CFA nécessaires à la réalisation de ce projet. La révélation a été faite par le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, au cours d'un Conseil de cabinet. Fort de ces promesses de financement, de l'achèvement des études de faisabilité du projet et de l'état d'avancement du processus d'appel d'offres devant conduire à la sélection du constructeur, le lancement définitif des travaux de construction du barrage de Natchigal, d'une capacité de production de 420 MW, est prévu pour le quatrième trimestre 2016.

China Camc Engineering s'offre le contrat de la construction de l'usine du barrage de Lom Pangar

30,427 milliards de francs CFA: c'est le montant du contrat que vient de s'adjuger la société China Camc Engineering pour la construction de l'usine au pied du barrage de Lom Pangar, en cours de réalisation dans la région de l'Est du Cameroun. Selon le communiqué annonçant les résultats de l'appel d'offres relatif à ce contrat, cette entreprise a été préférée à la société espagnole Elecnor, dont l'offre a été jugée « non conforme, pour l'essentiel, au plan technique », et dont les prétentions financières étaient bien plus élevées (plus de 55 milliards FCFA).

D'une capacité de production de

30 MW, l'usine au pied du barrage de Lom Pangar sera construite au bout d'un an de travaux et permettra d'alimenter les villages de la région de l'Est du Cameroun en électricité, grâce à une ligne de transport longue de 120 km. Début février 2016, Electricity Development Corporation (EDC), l'entreprise de patrimoine dans le secteur de l'électricité au Cameroun, a invité les treize entreprises préqualifiées pour cette prestation à faire parvenir leurs offres. Ces entreprises ont jusqu'au 6 mai 2016 pour déposer lesdites offres,

Construit par la société chinoise CWE, le barrage de Lom Pangar, d'une capacité de retenue d'eau de 6 milliards de mètres cubes, est la plus grande infrastructure énergétique jamais construite au Cameroun. Il sera livré en juillet 2016. Mais, sa mise en eau partielle intervenue en septembre 2015, alors qu'il avait déjà retenu plus de 3 milliards de mètres cubes d'eau, a rendu possible la régularisation des débits en amont du bassin de la Sanaga, permettant au pays de gérer l'étiage 2016 (qui s'est étendu sur tout le premier trimestre), au cours duquel les coupures d'électricité ont été plus rares que par le passé.

Le barrage de Memvé'élé produira ses premiers mégawatts en septembre 2016

assorties d'une garantie de 340 millions

de francs CFA.

Le barrage hydroélectrique de Memvé'élé, en cours de construction dans la région du Sud du Cameroun,

débitera ses premiers mégawatts au mois de septembre 2016, annonce l'équipe de pilotage du projet, tout en précisant que les travaux de construction de cette infrastructure énergétique sont déjà réalisés à 80%. Le comité de pilotage du projet Memvé'élé révèle par ailleurs que ce barrage sera officiellement mis en service au mois de juin 2017.

En construction depuis le mois de juin 2012 par la société chinoise Sinohydro, le barrage hydroélectrique de Memvé'élé fournira 200 MW supplémentaires en période de pointe (entre 18h et 22h) et participera ainsi à la réduction du déficit énergétique dont souffre le Cameroun.

Cette infrastructure énergétique d'un montant total de 420 milliards

de francs CFA est financée en majorité par un prêt d'Eximbank China, pour environ 243 milliards de francs CFA, contre 112 milliards de francs CFA pour la BAD et 65 milliards de francs CFA pour l'Etat du Cameroun.



Avril 2016 / N° 48 -29-

TRANSPORTS

A l'horizon 2020, les 1624 km de la route Brazzaville-Yaoundé seront bitumés selon la CEEAC



Selon Clotilde Nizigama, à l'horizon 2020, les gouvernements camerounais et congolais auront achevé les travaux visant à bitumer les 1624 km de route reliant Brazzaville à Yaoundé, les capitales politiques des deux pays. La secrétaire générale adjointe chargée des programmes, du budget, de l'administration et des ressources humaines à la Communauté économiques des Etats de

l'Afrique centrale (CEEAC) a fait cette déclaration le 11 février 2016 à Ketta, à l'occasion de l'inauguration du premier tronçon de la route Ketta (Congo)-Djoum (Cameroun) par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou Nguesso.

A en croire la SGA de la CEEAC, la route entre Yaoundé et Brazzaville « fait partie du plan directeur du transport consensuel en Afrique centrale, dont le but est de relier les différentes capitales de la sous-région. Ce plan a été adopté par la Conférence des chefs d'Etat et gouvernement de la CEEAC le 27 janvier 2004 à Brazzaville ». Depuis lors, les gouvernements camerounais et congolais ont lancé le projet de bitumage de la route Sangmélima-Ouesso que la BAD, l'un des financiers du projet, présente comme étant « le maillon manquant de l'intercapitale Yaoundé-Brazzaville ».

Longue de 651 km, dont 316 km à construire côté camerounais et 335 côté congolais (y compris les 169 premiers km inaugurés le 11 février dernier), la route Sangmélima-Ouesso est financée par de nombreux bailleurs de fonds, dont la BADEA, la BID, la BAD, le Fonds saoudien de développement, le Fonds koweitien et les deux Etats concernés par le projet.

Le Brésilien Marcopolo veut accélérer son projet de transport urbain pour la CAN 2016

Accompagnée par l'ambassadeur du Brésil au Cameroun, Nei Futuro Bitencourt, une délégation de responsables de la société brésilienne Marcopolo vient de remettre au nouveau ministre camerounais des Transports, Edgar Alain Mebe Ngo'o, son projet de mise en place d'un système de transport urbain de masse au Cameroun, notamment dans les villes de Yaoundé et Douala, les deux capitales du pays.

Marcopolo, qui travaille sur ce projet avec le gouvernement camerounais depuis bientôt trois ans, apprend-on, entend profiter de l'imminence de la CAN de football féminin, que le Cameroun organise en novembre et décembre 2016, pour accélérer son investissement dans le pays. En effet, souligne l'ambassadeur du Brésil, si le projet est validé par le gouvernement camerounais, « les autobus seront au Cameroun fin septembre, afin de pouvoir contribuer effectivement à la CAN 2016 ».

Le système de transport urbain par BRT (Bus Rapid Transit), que Marcopolo veut implémenter au Cameroun, en consortium avec les sociétés Queiroz-Galvao et Logit, a la particularité de s'adapter à la structure de chacune des villes desservies, quelle que soit sa configuration, expliquent les Brésiliens.

Expérimenté pour la première fois dans la ville brésilienne de Curitiba en 1974, ce système de transport urbain est aujourd'hui usité, apprend-on de bonnes sources, dans une centaine de villes à travers le monde. Le Gabon en fera l'expérience lors de la CAN 2017, souligne la partie brésilienne.

Camrail revalorise de 30% le tarif des prestations de désherbage de la voie ferrée par les riverains du rail



La concertation organisée le 4 mars 2016 à Douala entre les responsables de la Cameroon Railways (Camrail), le concessionnaire du chemin de fer camerounais, et 163 représentants des communautés riveraines du rail a débouché sur une revalorisation de 30% du prix du désherbage de la voie ferrée, prestation concédée depuis des années aux populations riveraines du rail.

Ainsi, pour chaque kilomètre linéaire désherbé, les communautés riveraines encaisseront désormais 70 056 francs CFA, contre 53 500 francs CFA par le passé, a-t-on appris dans un communiqué officiel ayant sanctionné cette concertation. En outre, le transporteur ferroviaire

s'est engagé à doter les équipes dédiées au désherbage de la voie ferrée d'équipements adéquats. En outre, les deux parties se sont engagées à renforcer leur collaboration dans le cadre de la lutte contre le transport illégal de produits forestiers et fauniques interdits.

Pour rappel, dans le cadre de sa politique de proximité avec les riverains du rail, Camrail alloue annuellement une enveloppe de 400 millions de francs CFA pour financer les activités de désherbage et de surveillance de la voie ferrée, confiées aux riverains du rail, ainsi que des projets de développement local (forages, dons de matériels didactiques et médicaux, etc.)

Le Cameroun et le Luxembourg signent un accord aérien

Les liaisons aériennes entre le Cameroun et le Luxembourg sont désormais possibles. C'est la voie qu'ouvre aux deux pays un accord signé le 26 janvier 2016 entre le gouvernement camerounais, représenté par Edgar Alain Mebe Ngo'o, le ministre des Transports, et le Grand-Duché de Luxembourg, a-t-on appris de bonnes sources.

62ème accord aérien signé à ce jour par le Cameroun dans sa quête de coopération avec les autres pays, selon le pointage de l'Autorité aéronautique nationale, l'accord du 26 janvier dernier avec le Luxembourg devrait permettre de densifier la coopération économique et commerciale entre les deux pays.

La firme italienne lveco s'intéresse au secteur du transport urbain



Après Italferr, entreprise italienne qui lorgne sur les projets ferroviaires en cours au Cameroun, c'est au tour de la société Industrial Vehicles Corporation (Iveco) de montrer de l'intérêt pour le secteur des transports au Cameroun. C'est du moins ce qu'a révélé l'ambassadrice d'Italie au Cameroun, Samuela Isopi, qui, le 11 mars dernier, a accompagné un haut responsable d'Iveco à une audience avec le ministre camerounais des Transports, Edgar Alain Mebe Ngo'o.

« Là, nous avons parlé en particulier du secteur du transport urbain. Mais, je pense qu'Iveco pourrait également être un bon partenaire dans d'autres secteurs, à l'exemple de celui de la mécanisation agricole », a confié la diplomate italienne à la sortie de sa deuxième audience en une semaine au Ministère des transports.

Constructeur de véhicules légers, moyens et lourds, d'engins et de bus pour le transport urbain et interurbain, Iveco a ses quartiers dans la ville italienne de Turin. Cette firme automobile est contrôlée par le consortium américano-italien CNH Industrial.

Avril 2016 / N° 48 -31-

NDUSTRE

CNH Industrial livre pour près de 1 milliard FCFA d'équipements à la Sosucam

Somdiaa, le groupe agro-industriel français qui contrôle la Société sucrière du Cameroun (Sosucam), a acquis, pour le compte de l'entreprise leader sur le marché du sucre camerounais, un lot d'équipements industriels pour un montant total d'environ 1 milliard de francs CFA (environ 1,5 million d'euros), a-t-on appris de bonnes sources.

Selon CNH industrial (filiale de la firme italienne Fiat), qui dispose des usines

dans 26 pays de par le monde, ce lot d'équipements est constitué de douze tracteurs Puma 225 CVT et d'une récolteuse de canne à sucre Austoft 8800, dont le rendement est de 28 à 48 tonnes par heure.

« Ces machines sont très simples à utiliser et réduisent les erreurs humaines au maximum, avec pour résultat la préservation de notre investissement et une réduction des temps d'immobilisation », a

expliqué Arnaud Marrier d'Unienville, directeur technique du machinisme agricole du groupe Somdiaa.

Ces nouveaux équipements, expédiés au Cameroun pendant la période juillet-août 2015, a-t-on appris, devraient contribuer à atteindre les objectifs de production de la Sosucam au cours de la campagne sucrière courante, officiellement lancée à la fin du mois d'octobre dernier.

Nestlé mise sur Nescafé pour s'enraciner dans le milieu estudiantin

Une base de données d'étudiants avec lesquels Nestlé communique en permanence sur les réseaux sociaux ; des formations offertes aux étudiants sur la problématique de l'entreprenariat ; une compétition interuniversitaire sur l'enrôlement des étudiants ; la vente et la consommation de Nescafé sur les campus universitaires et le sponsoring d'activités organisées au sein des universités : voilà la palette d'activités qu'offre « Nescafé Youth Program », que la filiale au Cameroun de la firme agroalimentaire suisse Nestlé déploie sur les campus universitaires du pays depuis l'année académique 2013-2014.

En plus de ce programme à cheval entre la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), le commercial et le marketing, Nestlé Cameroun a lancé cette année la deuxième édition de son concept « Employer Brand », a-t-on appris le 17 février 2016 au cours d'une cérémonie de signature de convention de partenariat avec l'Université de Yaoundé II. Au moyen de ce concept, apprend-on, la



firme agroalimentaire suisse s'engage à offrir des stages académiques aux étudiants les plus méritants, avec la possibilité de leur octroyer des emplois définitifs selon les besoins de l'entreprise. En contrepartie, selon les termes de la

En contrepartie, selon les termes de la convention susmentionnée, l'université s'engage à offrir l'espace et à faciliter l'installation sur le campus d'un point de vente Nescafé; à encourager les étudiants à participer à la compétition

interuniversitaire organisée par Nestlé Cameroun ; à afficher sur le campus les offres de stages et d'emplois de l'entreprise agroalimentaire, etc.

Pour rappel, selon les statistiques du Ministère camerounais de l'enseignement supérieur, en 2014, les universités d'Etat du Cameroun comptaient 304 301 étudiants, lesquels sont autant de clients potentiels pour les entreprises.

-32- N° 48 / Avril 2016

Le tennisman Yannick Noah s'associe à un projet immobilier de 60 milliards FCFA une unité de au Cameroun



La société française MG Constructions, dont l'un des principaux associés n'est autre que le tennisman franco-camerounais Yannick Noah, vient de lancer la commercialisation selon le principe VEFA (vente en état futur d'achèvement, ou encore vente sur plan) de la Cité des cinquantenaires.

Il s'agit d'un projet immobilier qui prendra la forme d'un bloc de plus de 500 logements haut standing avec « pis-

cine sur le toit, appartements duplex, grandes terrasses, parkings souterrains, centre commercial, salles de sport et de réception, vue majestueuse sur un magnifique parc, etc. », selon la description faite par MG Constructions.

Le projet, dont les plans ont été dessinés par le cabinet d'architecte Bisseck, explique Guillaume-Edima Atangana, le responsable des relations publiques chez MG Constructions, est réalisé en partenariat avec la Communauté urbaine de Yaoundé, la supermairie de la capitale camerounaise.

La Cité des cinquantenaires sera construite au quartier Djoungolo sur un terrain déclaré d'utilité publique. Il s'agit, apprend-on de sources proches du dossier, d'un investissement global de 60 milliards de francs CFA qui sera financé aussi bien par les apports des associés du projet que par des prêts bancaires.

Azur SA décroche le trophée de la coopération Sud-Sud au Forum Afrique Développement

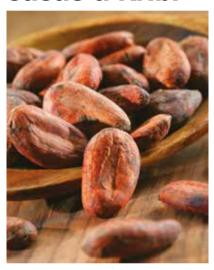
La société agroalimentaire camerounaise Azur SA, appartenant au milliardaire Nana Bouba, vient d'être récompensée pour sa contribution au développement des échanges intra-africains en décrochant le premier prix de la coopération Sud-Sud, au cours de la quatrième édition du Forum Afrique Développement, qui vient de s'achever à Casablanca, au Maroc.

La société Azur SA, qui a réalisé un chiffre d'affaires officiel de 48,5 milliards de francs CFA en 2013, est une raffinerie d'oléagineux au capital de 8,5

milliards de francs CFA. Cette entreprise agroalimentaire produit du savon, de la margarine et des huiles végétales vendus dans de nombreux pays d'Afrique

Organisée par le groupe bancaire marocain Attijariwafa et Maroc Export, la quatrième édition du Forum Afrique Développement s'est articulée autour du thème « Agriculture et électrification : mobiliser les énergies ». En deux jours, soulignent les organisateurs, ce forum a donné lieu à environ 4800 rendez-vous d'affaires.

Atlantic Group veut construire transformation de fèves de cacao à Kribi



La firme australienne Atlantic Group, spécialisée dans la restauration, le catering et l'organisation de réceptions, envisage de construire, dans la région du Sud du Cameroun, notamment dans « la zone industrialo-portuaire de Kribi ». une unité de transformation de fèves de

L'information est révélée dans un appel à manifestation d'intérêt publié le 14 mars 2016, lequel invite les entreprises à soumissionner pour la réalisation de ce projet porté par la société Atlantic Cocoa Corporation (ACC), « filiale » locale d'Altantic Group.

Selon les promoteurs, ce « projet de mise en place d'une unité agro-industrielle de traitement primaire des fèves de cacao (...) s'intègre aux objectifs du gouvernement de promouvoir la transformation du cacao à hauteur de 50% de la production nationale, pour retenir une partie significative de la valeur ajoutée des filières agricoles dites stratégiques sur le territoire ».

-33-Avril 2016 / N° 48

Leader du mois

Débauchée de chez Diageo, Patricia Berthelot devient DGA des Brasseries du Cameroun



Retour à la case départ pour Patricia Berthelot. Cette Camerounaise, diplômée d'économie de l'Université Paris II Panthéon Assas, vient de déposer ses valises à la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC) en qualité de directrice générale adjointe. Patricia Berthelot rejoint ainsi une maison qu'elle avait quittée en 2010, à la surprise générale, pour rejoindre le

heureuse de revenir à la maison. Je suis émue de retrouver mes anciens collègues et de découvrir de nouveaux visages. »

concurrent, Guinness Cameroun, entreprise contrôlée par le groupe Diageo.

Cette égérie du marketing avait alors été recrutée en qualité de directrice du marketing pour l'Afrique centrale et de l'Ouest du groupe Diageo (elle occupait déjà le poste de directrice commerciale et du marketing à la SABC avant son départ), avant d'être promue, à partir de 2013, au poste de directrice générale des Brasseries des Seychelles, également contrôlées par le groupe Diageo.

« Je suis heureuse de revenir à la maison. Je suis émue de retrouver mes anciens collègues et de découvrir de nouveaux visages. Les Brasseries du Cameroun font face aujourd'hui à de nombreux challenges et je suis convaincue que nous pourrons les relever avec l'apport de tout un chacun », a-t-elle commenté dans le magazine interne de l'entreprise.

Du haut de son piédestal de DGA, Patricia Berthelot rêve déjà d'une entreprise qui fera mieux que de conforter son leadership actuel sur le marché, surtout au moment où une nouvelle entreprise brassicole est en gestation dans le pays (Brasseries Samuel Foyou). « Notre objectif sera de pérenniser les actions initiées, de faire grandir l'entreprise par l'augmentation des volumes, de la rendre prospère, afin qu'elle contribue à l'épanouissement du personnel et au développement du tissu socioéconomique camerounais. Nous irons donc plus haut car ma devise est : sky is not the limit », annonce cette ancienne cadre de chez Shell.

Pour rappel, avec plus de 80% des parts du marché de la bière et des boissons gazeuses au Cameroun, la SABC, contrôlée par le groupe

> Du haut de son piédestal de DGA, Patricia Berthelot rêve déjà d'une entreprise qui fera mieux que de conforter son leadership actuel sur le marché.

français Castel, a officiellement réalisé un résultat net de 24,7 milliards de francs CFA en 2014, pour un chiffre d'affaires de 351,7 milliards de francs CFA, en hausse de 6,9% par rapport à l'année précédente.

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

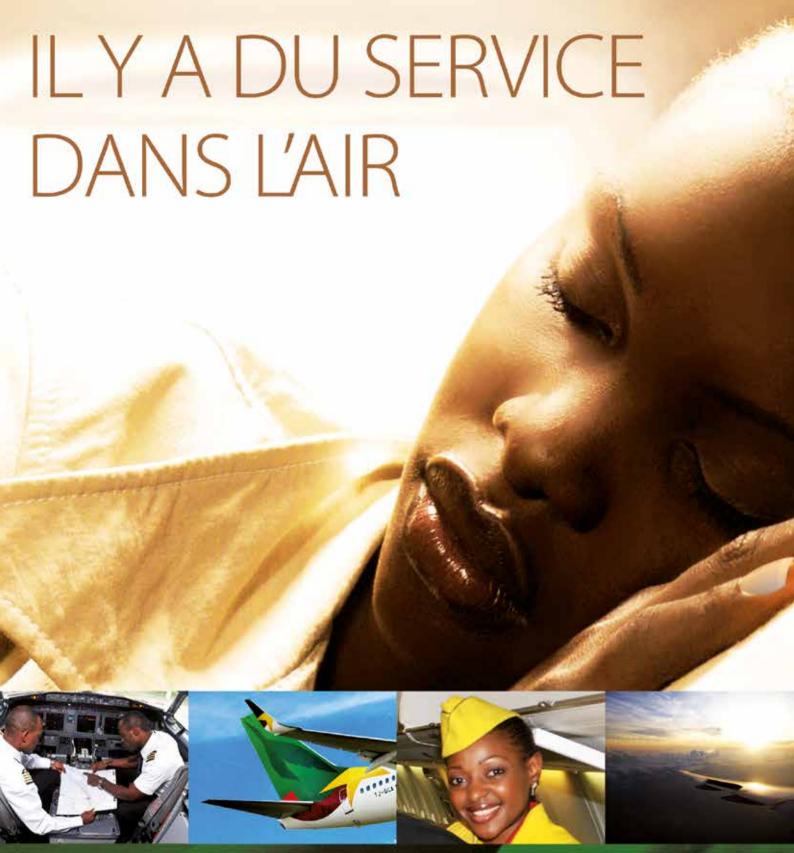


Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun



Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun



La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

Camair-Co